ESPOIR

Hebdomadaire de la C.N.T.

Directeur-Gérant : Antoine TURMO
Secrétaire de Rédaction : Federica MONTSENY

ABONNEMENT ANNUEL :

France	180 F	Etranger	235 F
Avion (Amérique)	295 F	Avion Australie	320 F
Sans les pages en Espagnol : France			90 F

Paiements : Francisco Subirats - CCP 2388 11 U Toulouse

Adresses : F. Subirats - 4, r. Belfort. 31 Toulouse. Tél. : (61) 62.64.90
ou : CNT - 3, rue Merly. 31 Toulouse. Tél. : (61) 21.23.47

AIT

CNT

Confédération Nationale du Travail - Association Internationale des Travailleurs

N° 986 DU 24 FÉVRIER 1982 **PRIX : 4 Francs**

VERS UNE ÉPREUVE DE FORCE ?

Les travailleurs devant lesquels on avait fait miroiter, pour des raisons électorales, les 35 heures, découvrent progressivement la tromperie des 39 heures avec perte de salaire et autres pseudo-réformes où l'on récupère d'une main le double de ce que l'on donne de l'autre.

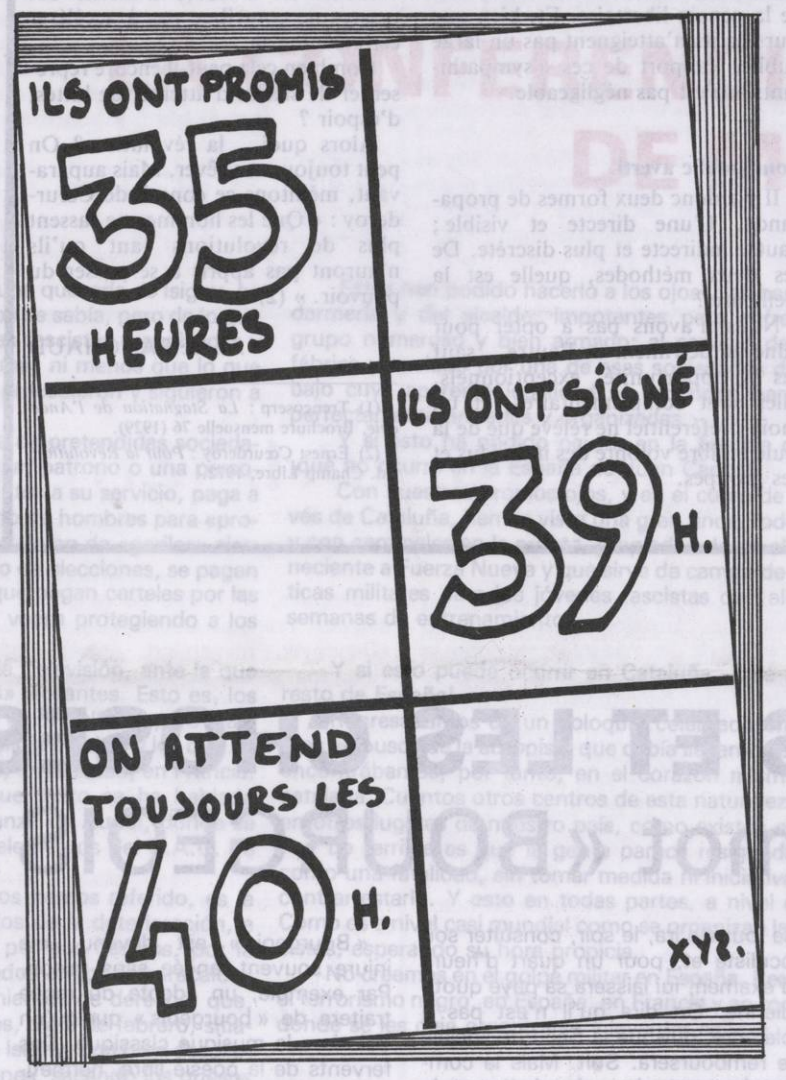
Parallèlement, les syndicats continuent à négocier à perte, au grand bénéfice d'un patronat peu enclin à se laisser plumer par simple décret et qui profite de l'amolissement et des complaisances gouvernementales pour imposer par la force ce qu'il n'a pas pu arracher par la négociation.

C'est pourquoi, à plusieurs reprise, des travailleurs en lutte viennent d'essuyer les violentes attaques de nervis d'extrême droite, ramassis de vieilles badernes et autres vigiles, de cadres distingués et de jaunes à la botte du patronat.

Les forces de « maintien de l'ordre », parfois présentes, ont laissé faire sans réagir.

A Clichy, un homme, un travailleur qui défendait ses droits est tombé, mort. Des dizaines d'autres ont été brutalisés, séquestrés des heures durant.

La C.N.T., consciente de la gravité de ces événements, s'associe à la protestation énergique de tous ceux qui sont décidés à en stopper l'évolution.



EL SALVADOR

LES GÉNÉRAUX AIMENT LES SYNDICATS

Malgré l'aide américaine de plus en plus importante, malgré le surarmement de l'armée salvadorienne et ses atrocités qui ont fait plusieurs dizaines de milliers de morts, la guérilla marque chaque jour des points. Depuis sa première offensive générale de janvier 1981, le Front Démocratique Révolutionnaire-FMNL a su constituer une véritable guérilla armée et structurée, monte des coups de mains de plus en plus importants, comme la récente destruction de l'aviation salvadorienne, et contrôle environ 25 % du territoire.

Dans ces conditions Reagan, malgré son militarisme effréné, ne peut espérer aboutir sans frais à une solution militaire, alors que son opinion publique commence à s'inquiéter de l'engagement américain au Salvador. La junte salvadorienne s'est bien rendue compte de sa faiblesse et cherche désormais à trouver une solution politique à la guerre civile : déjà, elle a organisé des « élections » pour le 28 mars, dont elle espère tirer une certaine légitimité. Or, depuis quelques temps, une autre initiative en vue de contrer le FDR-FMNL apparaît : l'Union Populaire Démocratique. Malgré un nom séduisant, l'UDP est un syndicat au service de la dictature, qui ambitionne de fournir un point de ralliement à une population lasse des combats et qui pourrait, si le besoin s'en faisait sentir, se transformer en parti politique.

On savait que les USA exportaient les armes et les tortionnaires, on sait moins qu'ils exportent un certain modèle de syndicalisme. L'UPD est directement liée au gouvernement américain, mais là où l'affaire prend un tour encore plus cocasse, c'est quand on sait que ce « syndicat » est conseillé par l'American Institut for Free Labor Development (AIFLD), organisme finançant divers syndicats verticaux en Amérique latine, et dont le président n'est autre que... Lane Kirkland, président de l'AFL-CIO américaine.

N.B. — Depuis l'arrivée de Reagan au pouvoir, l'AFL-CIO a tout fait pour se démarquer de sa politique. Lors de sa Convention en novembre dernier, par exemple, elle avait demandé le respect de la liberté syndicale « en tout lieu », et sans distinction entre pays capitalistes et communsites. L. Kirkland semble avoir la mémoire courte...

Comités d'Entreprise

LES ÉLECTIONS DE 1979

Nous venons de recevoir les résultats d'une enquête sur les élections aux Comités d'Entreprise du secteur privé (1/3 des salariés) pour 1979.

Nous pouvons faire quelques comparaisons avec 1977 et 1978 (voir le tableau à la fin de l'article).

Que peut-on noter :

Le taux d'abstentions et nuls augmente légèrement. La C.G.T., qui reste néanmoins la plus importante, perd en 1 an 4,1 %. Ceci non au profit des autres syndicats qui stagnent, mais plutôt au bénéfice des non-syndiqués. La C.F.D.T. n'augmente que très légèrement, la C.F.T.C. stagne lamentablement et F.O. nous montre à quel point ils sont très peu implantés dans le secteur privé. La C.S.L., grâces soient rendues au ciel, continue à s'écrouler lamentablement.

Un autre signe est aussi le nombre d'entreprises qui ne voient pas de candidats se présenter : en 1978, 20 % des entreprises concernées par ces élections et en 1979 6,6 % seulement.

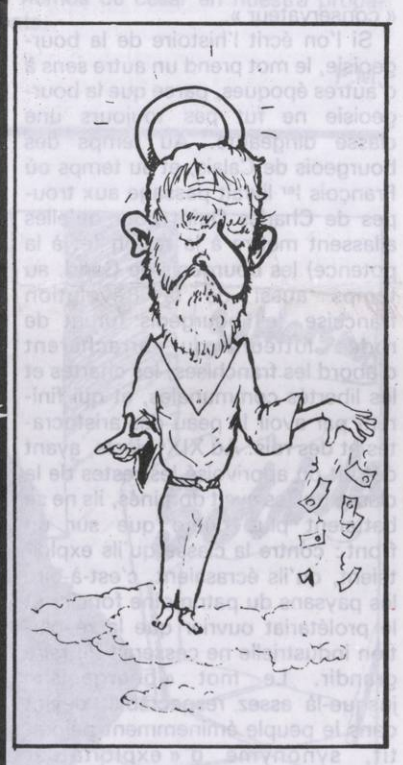
L'institution des Comités d'entreprise est donc en train de s'étendre rapidement sur le secteur privé. Il apparaît donc que ce genre d'abstention n'était nullement révolutionnaire (hormis en quelques endroits), mais que désormais la propagande a fait son chemin dans l'esprit des gens. Désormais, les Comités d'entreprise sont acceptés par la grande majorité des salariés comme un certain nombre des institutions de collaboration de classe. Il ne nous reste que le chiffre de 30 % d'abstentions en hausse, mais que recoupe-t-il ? Une enquête pourrait être intéressante. S'agit-il d'une abstention je m'en foutiste ou d'un refus de la collaboration de classe ?

Quoi qu'il en soit, notre petite C.N.T. a du travail à fournir avant de représenter une opposition sérieuse aux comités d'entreprise. Souhaitons que nous y arrivions d'ici peu !

Henriette HAMOND

	1977	1978	1979
Taux d'abstention (et nuls)	29,5 %	28,9 %	30,9 %
C.G.T.*	37,4 %	38,5 %	34,4 %
C.F.D.T.*	20,2 %	20,4 %	20,5 %
C.F.T.C.*	3,0 %	2,7 %	3,1 %
F.O.*	9,0 %	10,0 %	9,7 %
C.G.C.*	5,4 %	6,6 %	5,8 %
C.F.T.-C.S.L.*	1,1 %	1,6 %	1,0 %
Autres syndicats*	4,6 %	3,5 %	3,8 %
Non syndiqués*	18,8 %	16,3 %	21,2 %

(*) Pourcentage uniquement des suffrages exprimés. Résultats sur l'ensemble des collèges.



A ÉCOLE PUBLIQUE FONDS PUBLICS !

A ÉCOLE CONFESSIONNELLE ... FONDS DIVINS !

Fop. 2490

STAGNATION DE L'ANARCHISME ?
oui, mais...

Peut-on parler de stagnation de l'anarchisme ?

Sans aucun doute. Incontestablement le mouvement anarchiste piétine et végète, figé dans son immobilisme. Et, paradoxalement, ce constat de carence intervient dans la période peut-être la plus propice à son essor. Jamais en effet — pour parler comme nos économistes distingués — la conjoncture n'a été aussi favorable. Le chaos inextricable dans lequel se débat le système capitaliste et la manifeste faillite du marxisme offrent à la propagation de nos idées des possibilités illimitées... et malheureusement inexploitées.

La vitrine libertaire.

Bien sûr, la modestie de nos moyens et de nos ressources peut légitimement être évoquée. Nous ne disposons pas des grands moyens de diffusion de masse de l'information et leur accès nous est obstinément refusé. L'influence de notre presse est limitée et notre rôle éducatif quasiment nul.

Nous ne manquons donc pas de bonnes raisons à invoquer.

Toutefois, la comparaison de nos faibles résultats avec ceux qu'obtenaient naguère — avec des moyens encore plus limités — un Sébastien Faure ou une Louise Michel (pour ne citer qu'eux), nous incite à la modestie.

Le succès de notre action implique — lorsque l'importance du groupe le permet — la nécessité d'une présence constante et spectaculaire dans tous les événements de la vie sociale. Pour cela, il faut mettre en action non seulement tous les moyens traditionnels de propagande et de participation, mais de surcroît tous ceux que l'imagination des militants pourra suggérer.

Il importe avant tout de se faire connaître et reconnaître, afin d'autant mieux d'être en mesure de convaincre ensuite.

Cette forme de propagande est indispensable. Mais elle ne saurait prétendre à l'exclusivité. Il est d'autres moyens d'éveiller et de persuader.

Pénétration en douceur des idées-forces.

Nous nous laissons volontiers impressionner par les résultats tangibles, spectaculaires, immédiatement perceptibles. Il est vrai que la force d'un argument et sa portée réelle ne s'apprécient pas à l'applaudimètre comme les paroles d'un conférencier. La longue maturation des idées, leur cheminement obscur, imperceptible mais persévérnt ne frappent pas de prime abord l'esprit. Leur efficacité ne peut s'évaluer que tardivement et très approximativement. Pourtant, il convient de ne pas minimiser l'importance de cette pénétration en douceur des idées-forces. N'est-ce pas de cette façon que se sont transformées bien des habitudes, qu'ont été détruits nombre de préjugés tenaces, dans tous les domaines : sexualité, morale, éducation, etc. ?

Il serait évidemment difficile d'estimer avec exactitude la part effective de l'influence des idées libertaires dans ces transformations. C'est pourquoi, lorsque nous évoquons l'apparente stagnation de l'anarchisme, il convient tout de même d'être prudent, extrêmement circonspect. Les idées libertaires — parce qu'elles ne sont pas des idées fixes — progressent ; mais par des voies parfois sinueuses et insoupçonnées.

Quelquefois, ce sont des coteries politiques, plus ou moins bien intentionnées, qui s'en emparent et en revendiquent impudemment la paternité. Parfois, au contraire, au hasard des lectures, on est agréablement surpris de trouver dans certains ouvrages spécialisés ou des revues à faible tirage, des articles d'inspiration nettement libertaire. Leurs auteurs — ethnologues, géographes, architectes/urbanistes, sociologues, etc. — ne fréquentent généralement pas les milieux anarchistes, mais ils contribuent néanmoins á la diffusion de la pensée libertaire. Et, bien que leurs écrits n'atteignent pas un large public, l'apport de ces « sympathisants » n'est pas négligeable.

Pour public averti.

Il y a donc deux formes de propagande. L'une directe et visible ; l'autre indirecte et plus discrète. De ces deux méthodes, quelle est la meilleure ?

Nous n'avons pas à opter pour l'une au détriment de l'autre... sauf cas d'opportunité exceptionnels. Elles sont complémentaires, et un choix préférentiel ne relève que de la seule et libre volonté des individus et des groupes.

Parce que les idées libertaires n'ont rien d'un catéchisme ni d'une vérité révélée, leurs effets sont diffus, malaisément discernables et leurs progrès peu spectaculaires. De là à conclure à leur inconsistance, voire à leur nullité, il n'y a qu'un pas... franchi un peu trop précipitamment par quelques doctrinaires qui prennent volontiers leurs désirs pour des réalités.

L'idée anarchiste, si elle ne submerge pas tout sur son passage tel un raz de marée, n'en poursuit pas moins, laborieusement mais inexorablement, son chemin dans les esprits.

« L'anarchisme, à l'encontre de l'Etat et de la religion, ne s'adresse pas à la foule. Il s'adresse à l'individu. Il a besoin, pour être compris, que s'ouvrent les intelligences. » (1).

La pénétration des idées libertaires ne peut par conséquent aller plus vite que l'évolution de l'intelligence individuelle. Et la force d'inertie des masses ne contribue pas à accélérer cette évolution.

Combien cela peut-il encore représenter de siècles d'attente, de luttes, d'espoir ?

Alors quoi... la révolution ? On peut toujours en rêver. Mais auparavant, méditons ce conseil de Cœurderoy : « Que les hommes ne fassent plus de révolutions tant qu'ils n'auront pas appris à se passer du pouvoir. » (2)

André PANCHAUD

(1) Trencoserp : *La Stagnation de l'Anarchie*, Brochure mensuelle 76 (1929).

(2) Ernest Cœurderoy : *Pour la Révolution*, Ed. Champ Libre, 1972.

Avis à la Population

CLO DE PÉRIGUEUX

Un Comité de lutte des Objecteurs (C.L.O.) s'est formé à Périgueux. Il invite tous les Antimilitaristes et sympathisants de Dordogne à ses permanences qui se tiennent tous les samedis de 15 h à 18 h au 10, bd Stalingrad, à Périgueux.

C.E.S. BREST.

Le cercle d'études sociales brestois nous communique sa nouvelle adresse. Pour le joindre, écrivez-lui à la :

B.P. 729, Brest Pilier Rouge
29277 BREST Cedex

Recherches :

Pour un sujet de maîtrise, l'on recherche deux ouvrages néo-malthusiens de Jeanne HUMBERT qui s'intitulent :

— Le pourrissoir
— Sous la cagoule.

Nos amis lecteurs possédant ces deux sont vivement priés de joindre la rédaction de *Espoir-C.N.T.* qui transmettra.

LES MOTS ET LES CHOSES
VIII. — Le mot « BOURGEOIS »

Sept mots ont comparu à notre tribunal : « république », « démocrate », « libertaire », « socialisme », « anarchie » (et ses dérivés), « racisme » et « fascisme ». Cela fait déjà une belle brochette. Aujourd'hui, le mot « bourgeois » va clore la série, que chacun pourra toujours prolonger pour son compte par ses recherches personnelles et ses réflexions (1).

Au sens actuel, « bourgeois » signifie « personne de la classe moyenne et dirigeante, qui ne travaille pas de ses mains » (Petit Robert, 1976) ; adjectivement, « conservateur ».

Si l'on écrit l'histoire de la bourgeoisie, le mot prend un autre sens à d'autres époques, parce que la bourgeoisie ne fut pas toujours une classe dirigeante. Au temps des bourgeois de Calais, et au temps où François Ier livrait passage aux troupes de Charles Quint pour qu'elles allassent mettre à la raison (et à la potence) les bourgeois de Gand, au temps aussi de la Révolution française, les bourgeois furent de rudes lutteurs qui arrachèrent d'abord les franchises, les chartes et les libertés communales, et qui finirent par avoir la peau des aristocrates et des rois. Au XIXe siècle, ayant détruit ou apprivoisé les restes de la classe qui les avait dominés, ils ne se battaient plus guère que sur un front : contre la classe qu'ils exploitaient, qu'ils écrasaient, c'est-à-dire les paysans du patrimoine foncier et le prolétariat ouvrier que la révolution industrielle ne cesserait de faire grandir. Le mot « bourgeois », jusque-là assez respectable, devint dans le peuple éminemment péjoratif, synonyme d'« exploitateur oisif », de « parasite cossu »; et, chez les intellectuels, il prit le sens de « béotien ignare », de « parvenu sans culture ». La répression de la Commune de Paris donna aux bourgeois français un visage de buveurs de sang.

La guerre de 1914, que ses héros avaient appelée de tous leurs vœux (la « revanche » !), la décima, mais donna naissance à une classe de nouveaux riches. La Seconde Guerre mondiale vit, en France, une partie de la bourgeoisie fanatiquement attachée à Vichy, puis ce sentiment, d'ailleurs non partagé par tous les bourgeois, évolua au gré de la situation militaire. La relève a été assurée par une classe technocratique issue des rangs de la bourgeoisie dans une large proportion, avec un peu de sang populaire infusé à la faveur des réformes démocratiques. Le profil du bourgeois actuel, comparé à celui de son prédécesseur d'avant la Première Guerre mondiale, est à peine reconnaissable. Le fait de « ne pas travailler de ses mains » a perdu de son importance ; grâce au machinisme, on connaît des industries où l'intervention de la main est devenue si accessoire que l'ouvrier a fini par perdre la dextérité qui fit l'orgueil des artisans de naguère, et que l'on observe encore chez le petit tâcheron marocain ou kashmiri. D'autre part, il est des commerçants répertoriés peu ou prou dans la petite bourgeoisie marchande et qui, du matin au soir, coltinent des cageots de légumes ou des rouleaux de linoléum et triment aussi durement qu'en atelier. La définition du substantif n'est donc plus très exacte. Ce qui reste constant, c'est la différence de compte en banque. L'ouvrier terrassier ou fondeur payé au SMIC qui aura gagné une centaine de francs dans sa journée ira, le soir, consulter son oculiste et, pour un quart d'heure d'examen, lui laissera sa paye quotidienne. On dira qu'il n'est pas à plaindre, puisque la Sécurité sociale le remboursera. Soit. Mais la comparaison entre les gains de l'un et de l'autre, qui sont cependant des travailleurs également utiles à la société, c'est toute la différence entre le statut prolétarien et le statut bourgeois.

* *
*

Le mot « bourgeois » est aussi un adjectif. On dit : « l'esprit bourgeois », « l'esprit petit-bourgeois ». L'épithète est péjorative. On entend par là un esprit médiocre, égoïste, ramassé sur lui-même, contemplateur de son nombril, et fermé aux innovations, hostile aux changements, aux réformes, et naturellement à toute initiative d'essence révolutionnaire ; bref, un esprit sans ambition ni dimension, sans hardiesse, platement conservateur et féru d'immobilisme. Une position un peu assise dans une fortune même modeste prédispose à cet embourgeoisement les gens dénués de toute largeur d'idées, les intelligences au-dessous de la moyenne, les sots. Là se recrutent des éléments rétrogrades qui peuvent alimenter les opérations douteuses, les aventures fascistes, les mauvais coups. Mais, bien entendu, il ne faut pas généraliser ; il existe aussi des gens de condition aisée qui raisonnent convenablement et ne freinent pas de façon systématique l'évolution en ce qu'elle a de favorable. Dans ce que la civilisation bourgeoise aura laissé, il y aura un tri à faire.

« Bourgeois » est devenu une injure souvent lancée sans raison. Par exemple, un adepte du regae traitera de « bourgeois » quelqu'un qui aime la musique classique. Des fervents de la poésie libre, hermétique et échevelée qualifieront de « bourgeois » celui qui préfère la poésie rimée et rythmée selon les canons de la versification traditionnelle. C'est un abus de mot. Si, comme il appert de la terminologie en vogue, « bourgeois » signifie « conformiste », l'épithète, en tant qu'injure, n'a plus grand sens, car il existe un conformisme de l'anticonformisme qui, surtout dans le domaine des arts et des lettres, fait régner une sorte de dictature culturelle — ou anti culturelle — qui se prétend le fin du fin de la libération de l'homme et de l'esprit, alors qu'il n'est souvent qu'une soumission aux vogues momentanées ou à des modes orchestrées de haut et de loin. On rencontre cela en poésie, en musique, en peinture, en sculpture ; cela est très apparent dans le matraquage mercantile et obsessionnel de la chanson et dans le monopole que se sont assuré les « poètes » illisibles. Vous récalcitrez ? Vous n'êtes qu'un « bourgeois » ! Heureusement, nous sommes blindés contre des invectives faciles. On sera toujours le « bourgeois » ou le « bougnoul » de quelqu'un.

* *
*

Faut-il continuer ? Nous le pourrions, bien sûr. Il serait aisé de démontrer que des notions réputées solides, comme celle de la droite et de la gauche, sont affectées de tant d'équivoque qu'il est parfois téméraire de s'y référer. Pour le Français moyen, Giscard d'Estaing est de droite et Mitterrand de gauche. Mais Guy Mollet, qu'était-il ? Évidemment, il était de gauche quand il chantait *l'Internationale* dans les congrès de son parti, pour animer la séance de clôture, mais il était de droite quand, élu pour mettre fin à la guerre d'Algérie, il envoyait le contingent au-delà de la Méditerranée.

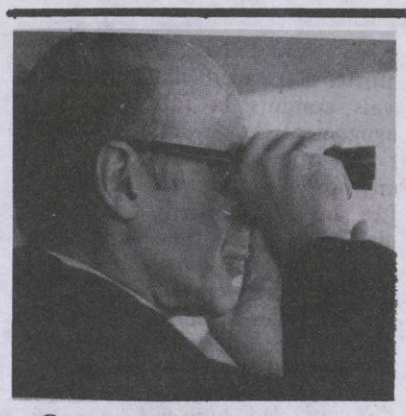
On pourrait discuter du mot « laïc », se demander si, usité relativement à la religion, il doit l'être par rapport à la politique, et si un parti, fût-il athée, est laïc quand il embrigade et endoctrine la jeunesse. De même, à propos de l'antinomie entre « révolutionnaire » et « réformiste », on serait tenté de montrer que beaucoup de « réformistes » le sont parce qu'ils ont perdu toute croyance dans la possibilité d'une révolution qui leur paraît pourtant nécessaire, tandis que beaucoup de « révolutionnaires » acceptent faute de mieux les améliorations dites « réformistes ».

Mais il faut savoir se limiter, c'est pourquoi nous nous arrêterons ici. Ces huit mots que nous avons décortiqués dans leur sens en évolution ne forment qu'une faible partie du vocabulaire politique. Chacun peut s'ingénier à en étudier d'autres ; c'est une entreprise qui peut être intellectuellement fructueuse.

P.V. BERTHIER

(1) Voir **ESPOIR-CNT** depuis le n° **968**

LES ASSISES DU R.P.R.



Compagnons, compagnonnes, toujours prêts,

Sur l'estrade les chefs, devant le Comité central, les invités, les diplomates, derrière les barrières, le reste : les militants et partout des yeux qui surveillent.

A la tribune se suivent les orateurs dont pas un n'oublie les dernières grandes œuvres bolchéviques : Budapest, Prague, Kaboul, Varsovie, toutes citées et recitées, dénoncées et redénoncées ; pas question d'excuser ou de justifier l'état russe et ses dirigeants, mais on peut peut-être se demander si en « Occident » il n'y aurait pas quelques dictatures, quelques interventions directes ou indirectes de grande puissance à dénoncer également.

Ce qui va être intéressant entre le gâteux Schumann Maurice et l'excité Clay Philippe, c'est le programme de ces champions de la défense des libertés (si, si), des valeurs, des institutions, de la famille, de l'école « libre », du travail, de l'atome, de l'armée, énumérés par les super Dupon de la démocratie Toubon-Pasqua entre autres Chiraqui : Nous devons être partout présents, dans les municipalités, dans les associations, dans les entreprises (création de sections d'entreprise), création d'un syndicat d'étudiants pour être présents dans les universités, les parents d'élèves.

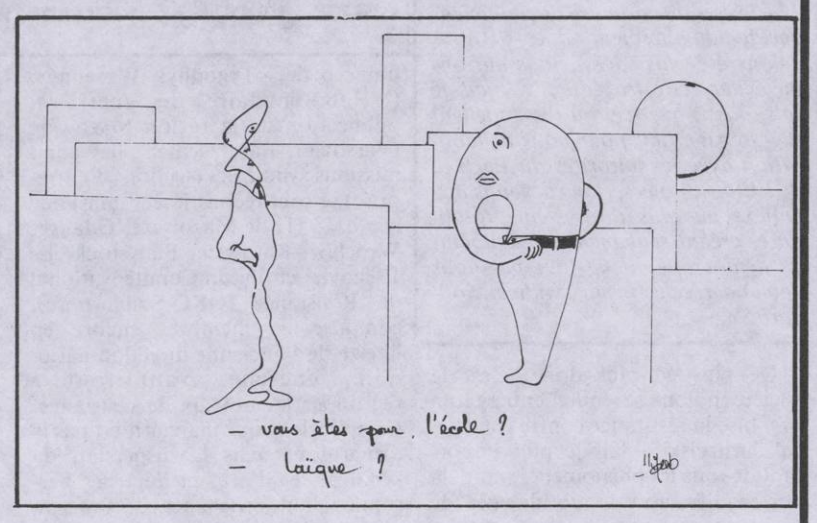
En résumé, une grande offensive sur le terrain.

Enfin, arrive le guide, Jacques Chirac, tout sourire, gentil, gentil (gentil, mais puant de vanité), tellement gentil qu'il arrive au milieu des applaudissements et du discours d'un représentant d'un T.O.M. (ou T.O.M.) ; son arrivée lui coupe la parole, on met de la musique, c'est long, il s'assied après avoir salué et le « petit nègre » reprend son bavardage : « l'arrivée de Jacques Chirac pendant que je parlais témoigne de l'intérêt qu'il porte au Dom Tom » !.

Bien sûr il reprend sans difficultés la tête de ce mouvement néo-gauliste, mais surtout patriote ; enfin, on ne les présente plus, nous les avons subi 25 ans ; ils n'aiment pas les nouveaux dirigeants du pays et voudraient bien reprendre les bonnes places autour du gâteau exagonal alors, ils vont militer pour cela.

Méfiez-vous donc, un RPR peut en cacher un autre. Toute similitude ou ressemblance avec d'autres assises, même appelées 24e congrès seront fortuites et indépendantes de ma volonté.

DU RANG



Réponse à « DES LIBRES OPINIONS SUR L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

Dans « ESPOIR-C.N.T. » N° 983 du 7 février 1982, le camarade Yves PEYRAUT a éprouvé le besoin de « rappeler quelques vérités historiques » sur l'économie distributive. Ce qu'il a dit est vrai, mais dans un sens « partisan » à mon avis.

Il ne doit pas savoir que, comme il y a des Libertaires ou Anarchistes dans les centrales réformistes, la Libre Pensée, l'Union Pacifiste... il peut y en avoir également dans l'Abondancisme. Tous les partisans de l'Economie Distributive ne sont pas nécessairement des étatistes ; malgré que J. DUBOIN en soit un. Me dénierait-on le droit de me sentir Libertaire parce qu'Abondanciste ? C'est parce que je me sens des sympathies avec la C.N.T. que précisément j'essaie d'y faire partager les idées de l'Economie Distributive.

D'autre part, dire comme Gaston LEVAL que « ce qui est constructif dans l'économie distributive n'est pas original, et ce qui est original est erroné » peut se discuter, car ce qui est original et qui ne l'était pas au temps de Kropotkine, c'est la production automatisé, informatisée ; la machine et la technologie n'existaient pratiquement pas en son temps ; la production se faisait avec les mains, ce qui excluait l'Abondance des produits de consommation qui aujourd'hui renverse les données parce qu'il est possible maintenant de distribuer gratuitement et égalitairement tout ce qui est abondant. Au siècle dernier, c'est la révolte contre les injustices, la raison, la bonté, qui faisaient rêver à une société plus juste. Aujourd'hui, *en plus de tout cela,* c'est la force des choses, malgré le capitalisme. Ce sont les technologies avancées qui peuvent nous permettre de ne plus « crever de faim » ; un peu de clairvoyance le fait sauter aux yeux. Mais c'est aux hommes d'en précipiter l'avènement parce qu'il ne viendra pas tout seul...

Quant à l'article incriminé « La gratuité par la grève distributive dont je suis l'auteur, je ne vois pas ce qui fait penser qu'il est étatique. La lutte que je préconise se situe dans le cadre du capitalisme et de l'État, exactement comme les luttes des travailleurs pour obtenir les 35 heures, etc... Ceux-ci n'ayant pas encore disparu, il s'agit de leur faire « payer » nos acquis.

Pour moi, l'Économie Distributive est une affinité pour tous ceux qui s'y sentent concernés. Et pourquoi la Pensée Libertaire ne pénétrerait-elle pas des militants de l'Économie Distributive ?

Avec toute ma camaraderie de sympathie Libertaire.

Fraternellement.

Roland CARPENTIER

LU AILLEURS

— Dans le dernier numéro (6-7) de « Résister » — Jeanne Simonet - 2, rue Vaillant-Couturier - 93130 Noisy-le-Sec — un militant CGT fait le compte rendu du congrès bien ordinaire de son Union Locale (CGT Paris-7e).

Jugez-en vous-mêmes :

Pour observer, en condensé, les ravages de la bureaucratie, rien ne vaut un bon congrès. Par exemple, celui de l'Union locale CGT du 7e arrondissement : un vrai régal sur ce plan.

Tout avait pourtant commencé très démocratiquement par un appel aux candidats pour les différentes commissions. Mais, premier accroc, parmi les mains qui se lèvent, trop de militants « oppositionnels » aux yeux soupçonneux du Bureau. Du coup, le président décide que « six membres pour la commission des résolutions, c'est bien suffisant » et refuse d'inscrire les autres candidats. Protestations, remous ; ceux qui dénoncent une magouille aussi grossière sont déjà accusés de « vouloir foutre la merde ».

Deuxième surprise, de taille : les délégués ne pourront discuter ni du bilan d'activité, ni du rapport d'orientation : ils n'existent pas. Ils n'ont eu droit qu'à un « document préparatoire », pot pourri indigeste de la *V.O.,* du *Peuple,* pour ne pas dire de *l'Humanité.* Il aurait été trop « fastidieux » de retracer en détail l'activité de l'U.L., est-il précisé.

Des amendements sont quand même présentés à ce qui tient lieu d'orientation ; pour leur discussion, le Congrès fixe une procédure classique : un pour, un contre. Mais c'était sans compter avec le représentant de l'UD qui, à coups de « points d'ordre », se permettait d'intervenir à tout bout de champ pour « éclairer les camarades ». Les naïfs qui protestent sont aussitôt sommés de cesser de bloquer le débat en monopolisant la parole.

Surgit un amendement modifiant les statuts, présenté largement hors-délais... par le Bureau de l'UL. Le Congrès renâcle, mais quelques interventions bien pesées balaient cet encombrant souci de « formalisme juridique ».

On en arrive à un amendement essentiel, sur les 35 heures. Au cours de la discussion en commission, deux syndicats avaient joint leurs amendements, identiques, pour simplifier les choses. « Fractionnisme ! », tonne aussitôt le président devant les délégués abasourdis ; « des syndicats se sont rencontrés avant le congrès, c'est inadmissible ». Le ton monte, la confusion s'installe ; dans le brouhaha général, on fait donner l'adhérent de base « qui en a assez de toutes ces discussions politiques ».

Péniblement, on parvient quand même à l'élection des membres de la Commission exécutive : le bouquet final. Les délégués sont tout simplement invités à avaliser, à main levée, le tri opéré par la Commission des candidatures. Quant à la liste des candidatures initiales, le Congrès ne la connaîtra jamais. Après ce glorieux vote bloqué, l'air devient irrespirable. Les militants se dispersent, les apparatchiks se retrouvent, prêts à agir avec hardiesse « pour une qualité nouvelle du travail à l'Union locale »...

Jean DOLENT

— Restons dans la CGT avec « Le Libertaire » qui publie dans son n° 24 un appel du syndicat des correcteurs dont voici quelques extraits :

Militants et adhérents de la C.G.T. !

Nous sommes profondément bouleversés et indignés par les événements de Pologne, où les autorités répriment avec une violence inouïe la classe ouvrière et le syndicat Solidarité, son principal représentant. Cette répression se traduit dès à présent par plusieurs morts, plusieurs centaines de blessés, plusieurs dizaines de milliers de militants syndicaux arrêtés et la suppression de toutes les libertés publiques.

Nous sommes scandalisés par les prises de position du bureau confédéral de la C.G.T. qui cautionne, de fait, l'agression contre les travailleurs polonais.

Nous demandons en conséquence au bureau confédéral, à la commission exécutive, au comité confédéral national de la C.G.T. de respecter les mandats du 40e Congrès et :

- de condamner publiquement la promulgation de l'état de siège et de réclamer sa levée immédiate ;
- d'exiger la libération de tous les syndicalistes et démocrates emprisonnés et le rétablissement des libertés publiques, notamment des droits syndicaux arrachés de haute lutte depuis août 1980 ;
- d'organiser concrètement le soutien aux travailleurs polonais et à Solidarité...

— De son côté, « L'Ecole Emancipée » (Desachy - St-Vaast-lès-Mello. 60000 Cirès-lès-Mello) appelle, dans son n° 10, à rejoindre le combat rationaliste en refusant l'heure du confessionnal.

Alors que le lobby clérical ne cesse de maintenir sa pression, comme en témoigne par exemple la manifestation du 23 janvier à Rodez, le trop discret Savary a entrepris une série de consultations en vue de la grande négociation...

Les délégués du Centre National de l'Enseignement catholique ont été les premiers reçus, dans une ambiance *« sympathique » « d'écoute mutuelle »,* selon les propres termes de leurs chefs de file. Le ministre avait-il besoin de se faire onctueusement traduire la position de principe de la hiérarchie catholique telle que l'exprimait sans fard le président de l'U.N.A.P.E.L. (1) pour lequel *« si le but de la négociation est de nous intégrer avec les mêmes caractéristiques que l'enseignement public, il n'en est pas question »* en *« l'Etat n'a pas à être le gérant de toutes les actions éducatives, quoiqu'il doive en être le garant (...). Seule une profonde réforme du système éducatif pourrait ouvrir pour nous des perspectives d'association » ?* (2). Ou de s'entendre répéter par d'autres des revendications laïques que le militant P.S.U. et le responsable du nouveau Parti socialiste qu'il yut ne saurait ignorer ? En fait il s'agit avant tout de gagner du temps en amusant le tapis. Comme le déclarait récemment notre ancien camarade Chéramy, devenu conseiller du Président en matière d'éducation : *« Chercher une solution ne veut pas dire qu'on la trouvera. En tout cas, aujourd'hui, ni le gouvernement, ni le président n'ont de solution toute prête ».*

Que ne l'ont-ils dit quand ils étaient encore dans l'opposition !

J.M.

!1) Parents d'élèves de l'enseignement « libre ».

(2) « Le Matin » des 25-26 janvier 1982.

En attendant les jeunes immigrés de pays islamiques ont droit à une instruction religieuse sur le temps scolaire au sein même de « notre » école laïque !

EN DIRECT DE LA RÉDACTION

Le **COMITÉ D'INFORMATION SUR L'IMPÔT** (11, rue St-Vincent-de-Paul. 13004 Marseille) nous a fait parvenir une lettre-type caractéristique d'une forme originale d'autoréduction des contributions. De fait, chacun y est libre de moduler comme il l'entend ses dons volontaires.

Pour en savoir plus, écrivez à C.I.I. -11, rue St-Vincent-de-Paul. 13004 Marseille.

LIGNE DE FUITE est une organisation qui regroupe ceux qui sont attirés par les voyages et l'évasion pour vivre plus et découvrir. Son but est avant tout de coordonner les initiatives, de se faire rencontrer des volontés éparses (destination, itinéraires, budget sont arrêtés collectivement).

Pour plus de renseignements, écrire à LIGNE DE FUITE - Bât. A - 12, rue du Cdt-Charcot. 79200 Parthenay [Tél. : (49) 94.05.08r.

AMIS LECTEURS : Nous rappelons que le prix au numéro est de 2 francs et l'abonnement de 90 francs (sans les pages en espagnol). Malgrés ces récentes augmentations des tarifs, vous pouvez continuer à soutenir votre hebdomadaire préféré.

Imprimé sur les presses de
L'IMPRIMERIE BÉGUÉ S.A.
Chemin de Lespinasse
31140 TOULOUSE AUCAMVILLE
Directeur-Gérant: A. TURMO
N° d'inscription C.P.P.P. 38749

B.D.I.C

INTERNATIONAL

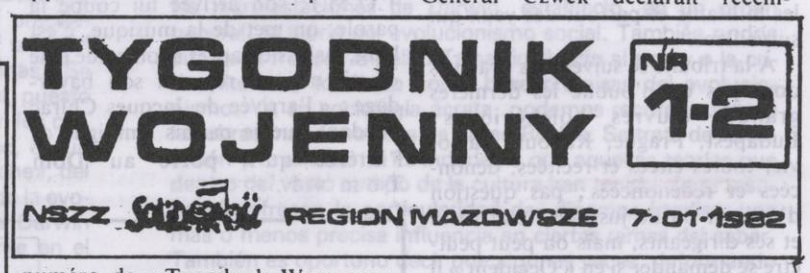
POLOGNE: NOUVEAU DÉPART

La Pologne est maintenant depuis plus de deux mois sous la botte et déjà la presse aime mieux parler des malheurs de C. Cheysson à la Conférence de Madrid que du sort quotidien des travailleurs polonais. Pourtant, malgré la répression sauvage (de 15 000 à 40 000 personnes internées ou déportées en URSS, dans des conditions insalubres, des milliers de personnes déjà jugées pour non-respect de l'État de siège, des dizaines de milliers de licenciements et environ 200 morts — 100 en Silésie, 30 à Wroclaw,... — dans les affrontements depuis le 13 décembre), la résistance ouvrière continue. Le 30 janvier, les affrontements de Gdansk contre la hausse des prix (400 % pour l'alimentation) ont prouvé que la population restait mobilisée. Au-delà de cet événement, c'est tous les jours que la résistance continue : on sait que le 4 janvier de nouvelles grèves ont éclaté à Nowa Huta et que le 13 janvier, dans le bastion de Solidarité, Wroclaw, la section reconstituée du syndicat a fait respecter une minute de silence dans les entreprises de la ville. De même, le 30, jour de la mise en application des hausses de prix, alors que les affrontements éclataient à Gdansk, des appels à la grève étaient lancés à Radom, à Ursus et en Silésie. Même si les grèves ne réapparaissent pas vigoureusement, la résistance passive dans les usines a considérablement fait baisser la production : les usines de tracteurs d'Ursus n'ont produit en une semaine... qu'un seul véhicule ; les usines « Pafawag » de Wroclaw, un wagon. L'ouvrier polonais ne fait pas grève, il met seulement deux heures à ramasser un écrou tombé par terre.

D'ailleurs, la résistance touche les rangs de la société toute entière : l'agitation persiste dans les universités et les lycées, et de nombreuses pétitions ont été lancées par des intellectuels ; de même, malgré les purges dans le Parti et les licenciements, malgré les « déclarations de loyauté » obligatoires, la contestation reste forte dans les administrations, la magistrature et au sein du POUP (Parti communiste) dont des dizaines de milliers de membres ont rendu leur carte depuis le 13 décembre. Au sein même de la direction de l'État, les divergences sur la politique à suivre (hausse des prix, ouverture, négociations avec Solidarité,...) sont aigues au point que les membres du Bureau Politique se traitent entre eux d'« agents de la CIA » (!). Mais là où la contestation apparaît la plus dangereuse, c'est au sein de l'armée : on savait déjà que, lors des manifestations, ou lorsque les militants de Solidarité distribuent des tracts, les soldats sont loin de faire du zèle, des informations parvenues en Occident ont appris que des militaires s'étaient insurgés à Miepolonice, près de Cracovie, qu'à Bygdoszcz des appelés avaient fait feu... sur la milice et qu'à Gdansk, des fraternisations ont obligé les autorités à déplacer une unité entière. La contestation atteint même les camps d'internement, où des grèves de la faim sont organisées, des « comités de lutte » élus, et où les autorités sont obligées de changer fréquemment les gardiens pour éviter les fraternisations.

> BUJAK, un des principaux dirigeants de Solidarité, encore en liberté, a accordé un interview clandestin au « New-York Times ». Il y déclare notamment :
>
> « *Je sais que nombre de politiciens occidentaux croient que si nous avions été plus sages, nous aurions pu éviter cette tragédie ; ... mais je sais aussi que ce qu'ils appellent sagesse signifiait pour nous collaboration avec les autorités du Parti et de l'État... nous serions devenus une annexe de plus du système totalitaire, créant seulement un semblant de démocratie. Il ne faut pas nous demander cela, ni au syndicat Solidarité* ».

De plus en plus donc, c'est la société polonaise toute entière qui organise la résistance contre le Général Jaruzelski. Mais le plus important de tous les phénomènes, au-delà des manifestations quotidiennes de résistance, est la reconstitution clandestine de Solidarité, condition sine qua non d'une offensive générale contre la dictature. Depuis le 13 décembre, de multiples publications locales, d'entreprises, d'Universités ont repris, et les régions de Gdansk, Varsovie, Wroclaw, Cracovie, Szczecin,... ont déjà leurs publications, alors que le 7 janvier est apparu à Varsovie le premier



numéro de « Tygodnyk Wosenny » (« Hebdomadaire de guerre »), publication de la région Mazowsze (Varsovie). Parallèlement, les commissions syndicales (sections d'entreprise) se sont reconstituées, ainsi que les MKZ (1) de Mazowsze, Gdansk, Wroclaw, Katowice, Bialystock. Le 13 janvier enfin, un Comité National de Résistance (OKO-Solidarnosc), composé de membres encore en liberté de l'ancienne direction nationale, cherche avant tout à regrouper les noyaux de résistance. En effet, le risque majeur n'est pas la disparition, mais la dispersion du syndicat, et d'ores et déjà des personnes s'autoproclament sections ou direction de Solidarité, dans la région de Mazowsze les anciennes divisions du syndicat ont engendré la création de deux MKZ.

Malgré la répression, malgré les difficultés de la lutte et de la coordination, le peuple polonais se prépare donc à reprendre ce que Jaruzelski lui a confisqué brutalement, au point que le chef de la milice, le Général Czwek déclarait récemment : « Une de nos tâches majeures est de combattre les conspirateurs, car des réseaux clandestins sont en train de s'organiser pour s'adapter à l'état de siège ». Ainsi, comme après 1956, 1968, 1970, 1976, la classe ouvrière réorganise depuis le départ la lutte, tirant les enseignements des 500 jours de liberté qu'elle a connus, pour être la fois suivante plus forte et plus ambitieuse encore. « L'hiver est à vous, le printemps sera à nous », dit un graffiti des chantiers navals de Gdansk.

AVRIL

(1) MKZ = Chordination régionale inter-entreprise.

Cénétistement Votre

« LA CASTAGNE », revue syndicaliste libertaire toulousaine n° 5 vient de paraître. Elle est disponible au local de l'Union Locale des syndicats C.N.T. de Toulouse qui l'édite ou auprès des militants que vous connaissez.

Pas de vente par correspondance. Quelques anciens numéros de la publication sont encore disponibles.

C.N.T
Bourse du Travail
3, rue Merly
31000 TOULOUSE

*** NOGENT-LE-ROTROU (28)**
M.S.
Boîte Postale 17
72150 LE GRAND LUCÉ

*** LE HAVRE (76)**
C.N.T.
Boîte Postale 4056
76077 LE HAVRE Cedex

*** BORDEAUX (33)**
C.N.T.
Bourse du Travail
42, rue Lalande
33000 BORDEAUX

*** MARSEILLE (13)**
C.N.T.
Bourse du Travail
13, rue de l'Académie
13006 MARSEILLE

*** PARIS (75)**
C.N.T.
33, rue des Vignoles
75020 PARIS

Le Lundi de 18h30 à 20 h.
Le Samedi de 15 h à 17h30.

RÉUNIONS ET PERMANENCES

MARSEILLE:
Le Mercredi de 18 h à 19 h.
Le Vendredi de 18 h à 19 h.

BORDEAUX:
Le Lundi de 18 h à 19h30: Santé Social Éducation.
Le Mercredi de 18 h à 19h30: Bâtiment.
Le Samedi de 16 h à 18 h: Métaux.

LE HAVRE:
Les 1er et 3e jeudi de chaque mois de 18 h à 19h30 (Salle des Sociétés Savantes, rue Anatole-France, face au lycée François-1er).

TUNISIE : L'U.G.T. CONTRE LES GRÉVISTES

En avril de l'an dernier, l'U.G.T.T. (1) a été rétablie dans ses droits (voir « Espoir » n° 967 et 974) après trois ans d'interdiction qui faisait suite aux émeutes sanglantes du 28 janvier 1982. Pourtant, bien que théoriquement émancipée de toute tutelle, l'U.G.T.T. reste un syndicat lié au Parti Socialiste Destourien au pouvoir, puisqu'elle a même accepté de constituer un front électoral commun avec celui-ci lors des élections législatives du 1er novembre dernier.

Malgré cette carence, les luttes ouvrières ne cessent de s'amplifier. Déjà, fin novembre dernier, face à la multiplication des conflits contre l'inflation (11 %) et le blocage des salaires, le président Bourguiba avait grâcié l'ancien dirigeant de l'U.G.T.T., A. Hachour, qui a depuis lors retrouvé son poste de secrétaire général de cette centrale. Malgré cette mesure d'apaisement, la tension sociale a continué à monter et lors de l'ouverture, début février, des négociations sur le régime des salaires et les conventions collectives, des luttes très dures ont éclaté dans l'enseignement, l'agriculture, l'industrie automobile et les transports. C'est justement dans ce dernier secteur que l'U.G.T.T. a clairement montré son caractère collaborationniste : même si elle a apporté son soutien aux grévistes contre la répression (réquisition, présence policière et militaire, évacuation des dépôts occupés,...), elle leur a demandé de reprendre le travail au nom de « la sauvegarde de l'intérêt national », comme elle l'avait fait en avril dernier en traitant les grévistes des transports de Tunis d'« apôtres de la discorde et de l'anarchie... qui cherchent à compromettre l'orientation démocratique ».

Les dirigeants de l'U.G.T.T. ont toujours rêvé de faire de leur syndicat un modèle pour l'Afrique toute entière ; en réalité, s'il est vrai que la classe ouvrière tunisienne est une des plus combattives du continent, l'U.G.T.T. elle-même brille plus par son apathie que par sa combativité.

AVRIL

(1) Union Générale des Travailleurs Tunisiens.

INDE : A RETARDEMENT

UNE RÉACTION A RETARDEMENT.

C'est le 16 septembre dernier que le Parlement indien avait voté la loi sur la « sécurité nationale » interdisant les grèves dans les secteurs « vitaux » de l'économie, et permettant l'arrestation sans jugement de tout « élément antisocial » (voir Espoir nos 977 et 981). Or, c'est seulement le 19 janvier que les huit plus grands syndicats indiens ont organisé la première grande mobilisation de masse contre celle loi : la grève générale de 24 heures, malgré l'arrestation de 8 000 syndicalistes et la mobilisation de dizaines de milliers de policiers (dont 19 000 à New-Delhi) a été suivie massivement, en particulier dans les régions à tradition ouvrière (Kerala, Tripura, Uttar Pradesh,...) et a débouché sur de violents affrontements dans les grands centres industriels (12 morts à New-Dehli, Calcutta,...) ; mais le fait qu'elle intervienne quatre mois après l'événement l'a rendu totalement inefficace.

UNE BOMBE A RETARDEMENT.

Cette grève générale intervient dans un contexte des plus troublés. La politique et la personne de Mme Gandhi sont de plus en plus remises en cause, alors que les clivages religieux et ethniques s'accentuent : les États de Tripura, de l'Assam, du Pumjab sont totalement paralysés par l'agitation. A cela s'ajoute encore une forte tension sociale : le 19 janvier, à la suite de la grève générale, les 250 000 ouvriers du textile de Bombay se sont mis en grève illimitée, alors que se développe la fronde paysanne et que la violence contre les plus défavorisés (intouchables et hors-castes, bengalais,...) prend une tournure tragique et sanglante.

Dans ce contexte explosif, où à la lutte des classes se double une lutte des classes, dans un pays rongé par le chômage, l'inflation et la misère, menacé d'explosion sociale et politique, l'incapacité des syndicats à réagir face aux situations particulières et à défendre la classe ouvrière risque de leur faire perdre toute influence sur celle-ci.

EGYPTE : RÉPRESSION ANTI-SYNDICALE

Le nouveau président Moubarak, pour sauver un régime plus que branlant a, depuis qu'il est parvenu au pouvoir, fait libérer plusieurs dizaines d'intellectuels, de politiciens, d'intégristes, tous gens que le pouvoir, d'une façon ou d'une autre, peut s'acoquiner ou éliminer. Pendant ce temps, sans que personne ne s'en émeuve, 97 militants et dirigeants syndicaux restent sous les verrous : ils ont lancé, le 2 février, un appel à l'Union des Syndicats Egyptiens (syndicat officiel) pour leur libération... le jour même où Y. Gattaz, président du CNPF, et Mitterrand recevaient M. Moubarak, en visite officielle en France. Solidarité, mais pas à n'importe quel prix.

AVRIL